

# La renaissance du fascisme sous une forme moderne

John PILGER

6 mars 2015



Marche de la vérité à Kiev. (RIA Novosti/Alexandr Maksimenko)

La récente 70e commémoration de la libération d'Auschwitz fut l'occasion de nous remémorer les grands crimes du fascisme dont l'iconographie nazie est gravée dans notre conscience.

Le fascisme est considéré comme de l'histoire ancienne, comme dans ces vieux films tremblotants de chemises noires marchant au pas, leur criminalité aussi terrifiante qu'évidente. Et pourtant dans nos sociétés libérales, alors même que des élites va-t-en guerre nous poussent au devoir de mémoire, le danger grandissant d'une forme moderne du fascisme est ignoré. Car c'est leur fascisme.

*« Déclencher une guerre d'agression... ont déclaré les juges du tribunal de Nuremberg en 1946, est non seulement un crime international mais de plus le pire crime international car, par rapport aux autres crimes de guerre, il contient en lui toute la malveillance des autres crime de guerre réunis. »*

Si les nazis n'avaient pas envahi l'Europe, Auschwitz et l'holocauste ne se seraient jamais produits. Si les États Unis et leurs alliés n'avaient pas commencé leur guerre d'agression en Irak en 2003, près d'un million de personnes seraient encore en vie aujourd'hui et l'État islamique ne serait pas en train de nous menacer de sa sauvagerie. Ce dernier est le rejeton du fascisme moderne, nourri par les bombes, les bains de sang et les mensonges de ce théâtre surréaliste que l'on appelle les actualités.



Vue générale du camp d'extermination à Auschwitz 26 janvier 2015. (Reuters/Laszlo Balogh)

Comme pendant la période fasciste des années 1930 et 1940, des mensonges y sont débités avec le débit d'un métronome grâce à des médias omniprésents et répétitifs et leur étroite censure par omission. La catastrophe libyenne par exemple.

En 2011, l'Otan a effectué 9 700 bombardements sur la Libye, dont plus d'un tiers ont atteint des cibles civiles. Des obus à uranium enrichi furent utilisés. Les villes de Misurata et Syrte furent rasées. La Croix-Rouge a retrouvé des fosses communes et l'UNICEF a rapporté que « plus de la moitié des enfants tués avaient moins de 10 ans. »



Le dirigeant Libyen Muammar Gaddafi. (Reuters/Filippo Monteforte)

La sodomie publique du président libyen Mouammar Kadhafi à l'aide d'une baïonnette rebelle fut accueillie par la secrétaire d'état américaine avec ces mots : « Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort ». Son assassinat ainsi que la destruction de son pays ont été justifiée par un mensonge classique : il planifiait un génocide contre son propre peuple. « Nous savions que si nous attendions un jour de plus, Benghazi, une ville de la taille de Charlotte, aurait subi un massacre qui aurait eu des répercussions sur toute la région et aurait créé une tache sur la conscience du monde », a prétendu le président Obama.

Mais c'était une invention des milices islamistes qui subissaient une défaite face aux forces gouvernementales libyennes. Ils ont dit à Reuters qu'il y aurait un véritable bain de sang, comme au Rwanda. Rapporté le 14 mars 2011, ce mensonge fut la première étincelle du déluge de feu de l'Otan, présenté par David Cameron comme une intervention humanitaire.

Secrètement approvisionnés et entraînés par les services spéciaux britanniques, beaucoup de ces rebelles deviendront membres de cet État Islamique dont la dernière vidéo en date montre la décapitation de 21 chrétiens coptes kidnappés à Syrte, la ville même qui fut rasée par les bombardements de l'Otan, en leur nom.

Pour Obama, Cameron et Hollande [plutôt Sarkozy en l'occurrence, NdT], le véritable crime de Kadhafi était l'indépendance économique de la Libye et son intention déclarée d'arrêter de vendre les plus grandes réserves de pétrole africaines en dollar américains. Le pétrodollar est un des piliers de la puissance impériale américaine. Kadhafi a eu l'audace de planifier la mise en place d'une monnaie africaine commune, adossée à l'or, de créer une banque pour toute l'Afrique et de pousser à l'union économique entre pays pauvres ayant des ressources en matières premières prisées. Que cela soit réalisable ou pas, rien que d'y penser était intolérable aux États-Unis, alors qu'ils se préparaient justement à pénétrer en Afrique et à corrompre les gouvernements africains avec leur partenariat militaire

A la suite de l'attaque de l'Otan sous couvert d'une résolution du Conseil de sécurité, Obama a, selon les écrits de Garikai Chengu, « confisqué les 30 milliards de dollars de la Banque centrale libyenne que Kadhafi avait mis de coté pour la mise en place d'une banque centrale africaine et d'une monnaie commune à l'Afrique, adossée à l'or ».

La guerre humanitaire contre la Libye a suivi un modèle cher au cœur des libéraux occidentaux, spécialement dans les médias. En 1999, Bill Clinton et Tony Blair ont envoyé l'Otan bombarder la Serbie car, ont-ils menti, les Serbes étaient en train de commettre un génocide contre les habitants d'origine albanaise dans la province sécessionniste du Kosovo. David Scheffer, l'ambassadeur américain contre les crimes de guerre (sic), a prétendu que pas moins de 225 000 personnes d'origine albanaise âgées de 14 à 59 ans pourraient avoir été assassinées. Clinton et Blair évoquèrent le spectre de l'Holocauste et l'esprit de la Deuxième Guerre mondiale. Les héroïques alliés de l'Occident étaient les membres de l'Armée de libération du Kosovo, dont les actes criminels furent mis de côté. Le secrétaire aux Affaires étrangères, Robin Cook, leur a dit de l'appeler n'importe quand sur son portable.



Pristina (Kosovo) après les bombardements de l'Otan 29 mars 1999. (Reuters)

Quand les bombardements de l'OTAN furent terminés et la plus grande partie des infrastructures de la Serbie en ruine, ses écoles, ses hôpitaux, ses monastères et même la station de télévision nationale, les équipes d'enquêteurs internationaux débarquèrent au Kosovo pour y trouver les preuves de cet holocauste. Le FBI ne trouva pas une seule fosse commune et rentra bredouille. L'équipe espagnole fit de même, jusqu'à ce que son chef dénonce avec colère une pirouette sémantique par les machines à propagande de guerre. Un an plus tard, le tribunal des Nations Unis pour la Yougoslavie annonça le décompte final des morts au Kosovo : 2 788. Nombre incluant les combattants des deux bords ainsi que les Serbes tués par l'Armée de libération du Kosovo. Il n'y a eu aucun génocide. L'holocauste n'était qu'un mensonge. L'attaque de l'Otan reposait donc sur une manipulation.

Mais derrière ces mensonges se cachait une raison sérieuse. La Yougoslavie était unique, indépendante, une fédération multiethnique qui a servi de pont politique et économique durant la Guerre Froide. La majorité de ses services et de sa capacité de production étaient publiques. Fait inacceptable pour une Communauté européenne en expansion, surtout pour l'Allemagne tout juste réunifiée et qui commençait à se tourner vers l'Est pour capturer ses marchés naturels dans les provinces de Croatie et de Slovénie. Au moment où les Européens se réunissaient à Maastricht en 1991 pour deviser sur le projet de mise en place de la catastrophique zone euro, un accord secret fut conclu, l'Allemagne reconnaît la Croatie. C'en était fini de la Yougoslavie.

A Washington, les États-Unis veillèrent à ce que l'économie yougoslave en difficulté ne puisse bénéficier d'un prêt de la Banque mondiale. L'Otan, qui n'était plus à cette époque qu'une relique de la guerre froide, renaissait comme instrument de l'impérialisme. En 1999, à la conférence de paix du Kosovo à Rambouillet, en France, les

Serbes furent soumis aux tactiques vicieuses des vainqueurs. L'accord de Rambouillet comporte l'annexe secrète B, rajoutée le dernier jour par la délégation américaine, qui demandait l'occupation militaire de toute la Yougoslavie et la mise en place d'une économie libérale ainsi que la privatisation de tout le domaine public. Aucun État souverain ne peut signer un tel accord. Alors la punition suit rapidement. Les bombes de l'Otan pleuvent sur le pays sans défense. Ce fut un avant goût des catastrophes qui frapperont l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, la Libye et dernièrement l'Ukraine.



Bâtiments détruits par l'Otan à 150km à l'est de Tripoli 21 juillet, 2011. (Reuters/Ismail Zitouny)

Depuis 1945, plus d'un tiers des membres des Nations unies – 69 pays – ont souffert, entre les mains du fascisme moderne américain, en partie ou totalement, de l'un de ces sévices : ils ont été envahis, leurs gouvernements renversés, leurs mouvements populaires réprimés, leurs élections manipulées, leur population bombardée, leurs économies malmenées et soumises à un embargo connu sous le nom de sanctions. L'historien britannique Mark Curtis compte le nombre de victimes en millions. A chaque fois un mensonge était utilisé.

« Ce soir, pour la première fois depuis le 11 septembre, notre mission de combat est terminée. » Tels furent les mots d'ouverture du discours sur l'état de l'Union en 2015. En réalité, il reste encore 10 000 troupes et 20 000 mercenaires américains en Afghanistan, pour une durée indéterminée. « La plus longue guerre de l'histoire des États-Unis a pris fin de manière responsable », a dit Obama. En fait, plus de civils ont été tués en 2014 en Afghanistan qu'au cours d'aucune autre année depuis que les Nations unies en font le décompte. La majorité ayant été tuée – civils comme soldats – durant la période de présidence d'Obama.

La tragédie afghane concurrence les crimes épiques en Indochine. Dans son livre tant vanté, *Le grand échiquier : La primauté américaine et ses impératifs stratégiques*, Zbigniew Brzezinski, le père de la politique étrangère américaine de l'Afghanistan à nos jours, écrit que si les États-Unis devaient contrôler l'Eurasie et dominer le monde, ils ne pourraient supporter une démocratie populaire, parce que « la poursuite du pouvoir n'est pas quelque chose qui entraîne la passion du peuple... La démocratie n'est pas l'amie de la mobilisation impériale ». Il a raison. Comme WikiLeaks et Edward Snowden l'ont révélé, un État policier est en train d'usurper la démocratie. En 1976, Brzezinski, qui était alors conseiller à la Sécurité nationale du président Carter, fit ses preuves en portant un coup mortel à la première et seule période démocratique afghane. Qui connaît cette période de l'histoire ?



Combat des Marines US contre les talibans dans la province de Helmand 5 avril 2010. (Reuters/Asmaa Waguih)

Dans les années 1960, une révolution populaire balaya l'Afghanistan, le plus pauvre pays sur terre, renversant finalement le régime aristocratique en 1978. Le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) a formé un gouvernement et déclaré un programme de réformes qui comprenait l'abolition du féodalisme, la liberté de religion, des droits égaux pour les femmes et la justice sociale pour les minorités ethniques. Plus de 13 000 prisonniers politiques furent libérés et les fichiers de la police brûlés en place publique.

Le nouveau gouvernement introduisit les soins médicaux gratuits pour les plus pauvres. Le servage fut aboli et un vaste programme contre l'illettrisme lancé. Pour les femmes, les gains furent immenses. A la fin des années 1980, la moitié des étudiants universitaires étaient des femmes ; elles formaient aussi la moitié du contingent de médecins, un tiers des fonctionnaires et la majorité des instituteurs. « Toutes les filles, se souvient Saira Noorani, une femme chirurgien, pouvaient aller à l'école et à l'université. Nous pouvions aller où bon nous semblait et porter ce que l'on aimait. On avait l'habitude de sortir le vendredi soir dans les cafés pour écouter de la musique ou au cinéma pour y voir le dernier film indien. Tout a commencé à aller de travers quand les moudjahidines ont commencé à gagner. Ils tuaient les instituteurs et brulaient les écoles. On était terrifiés. C'était étrange et triste de penser que ces gens étaient aidés par l'Occident »

Le gouvernement PDPA était soutenu par l'Union soviétique, même si, comme l'ancien secrétaire d'État l'a admis plus tard « il n'y avait aucune preuve d'une complicité soviétique dans cette révolution ». Alarmé par les succès croissants des mouvements de libération à travers le monde, Brzezinski décida que si le gouvernement PDPA réussissait en Afghanistan, son indépendance et ses réussites risquaient d'offrir la menace d'un exemple prometteur.

Le 3 juillet 1979, la Maison Blanche décida de soutenir secrètement les groupes tribaux fondamentalistes connus comme les moudjahidines, un soutien dont le coût monta jusqu'à plus de 500 millions de dollars par an en fourniture d'armes et autre assistance. L'objectif était de renverser le premier gouvernement laïque et réformiste d'Afghanistan. En aout 1979, l'ambassade américaine à Kaboul rapporta que « les intérêts supérieurs des États Unis... seraient servis par la destitution [du gouvernement PDPA], quelles qu'en soient les conséquences pour les réformes sociales et économiques en Afghanistan ».

Les moudjahidines furent les précurseurs d'al-Qaida et de l'État islamique. Gulbuddin Hekmatyar, qui reçut des dizaines de millions de dollars en liquide, fut l'un des leurs. La spécialité d'Hekmatyar était le trafic d'opium et

l'aspersion d'acide sur le visage des femmes qui refusaient de porter le voile. Invité à Londres, il fut présenté par le premier ministre Thatcher comme un combattant pour la liberté.

De tels fanatiques seraient restés dans leur monde tribal si Brzezinski n'avait pas initié un mouvement international pour promouvoir le fondamentalisme islamique en Asie Centrale et donc miné la politique séculaire de libération pour déstabiliser l'Union Soviétique, créant, ainsi qu'il l'écrit dans son autobiographie, quelques musulmans agités. Son grand plan coïncidait avec celui du dictateur pakistanais Zia ul-Haq pour dominer la région. En 1986, la CIA et l'agence pakistanaise de renseignement, l'ISI, commencèrent à recruter des gens à travers le monde pour rejoindre le djihad afghan. Le multi-millionnaire saoudien Oussama Ben Laden était l'un d'eux. Des volontaires, qui finalement rejoindront les talibans et al-Qaida, furent recrutés dans un collège islamique de Brooklyn, à New York, et reçurent un entraînement para-militaire dans un camp de la CIA en Virginie. Cette opération fut nommée Opération Cyclone. Son succès fut fêté en 1996 quand le dernier président PDPA d'Afghanistan, Mohammed Najibullah – qui venait de demander de l'aide à l'assemblée générale des Nations unies – fut pendu à un réverbère dans la rue, par les talibans.

Le retour de bâton de l'opération Cyclone et ses quelques musulmans agités arriva le 11 septembre 2001. L'opération Cyclone se transforma en guerre contre le terrorisme, dans laquelle un nombre incalculable d'hommes, de femmes et d'enfants vont perdre la vie dans tout le monde musulman, de l'Afghanistan à l'Irak, au Yémen, en Somalie et en Syrie. Le message des puissants était, et est toujours : « Vous êtes soit avec nous soit contre nous ».

Le fil conducteur du fascisme, autrefois comme aujourd'hui, est le meurtre de masse. L'invasion américaine du Vietnam eut ses zones de tir à vue, sa comptabilité de cadavres et ses dommages collatéraux. Dans la province de Quang Ngai, où j'étais basé, des milliers de civils furent tués par les États-Unis, même si l'on ne se souvient que d'un seul massacre, celui de My Lai. Au Laos et au Cambodge, le plus grand bombardement aérien de l'histoire a entraîné une époque de terreur marquée encore aujourd'hui par le spectacle de ces cratères de bombes se rejoignant jusqu'à former, vu du ciel, l'image d'un monstrueux collier. Les bombardements ont fourni au Cambodge son propre État islamique, les Khmers rouges dirigés par Pol Pot.



De Pol Pot à l'EI : Tout ce qui vole contre tout ce qui bouge

Aujourd'hui, la plus grande campagne de terreur qui ait jamais existé entraîne l'exécution de familles entières, d'invités à des mariages ou à des funérailles. Ce sont les victimes des tirs de drones d'Obama. Selon le New York Times, Obama fait sa sélection à partir d'une liste des personnes à tuer que la CIA lui présente chaque mardi dans la Situation Room de la Maison Blanche. Il décide alors, sans la moindre justification légale, qui vivra et qui mourra. Son arme de bourreau est le missile Hellfire [les feux de l'enfer, NdT] emporté par un avion sans pilote connu sous le nom de drone. Ces missiles rôtiennent leurs victimes et laissent la région parsemée de cadavres calcinés. Chaque frappe est enregistrée sur une console très éloignée du point d'impact, console nommée Bugsplat.

« A ceux qui marchent au pas, écrit l'historien Norman Pollock, se substitue une militarisation de la culture apparemment plus anodine. Et à un dirigeant grandiloquent se substitue un réformateur effacé, heureux dans son travail de planificateur et d'exécuteur des hautes œuvres, toujours souriant. »

Ce qui rapproche aussi l'ancienne et la moderne version du fascisme est le culte de la supériorité [le suprématisme, NdT]. « Je crois en l'exceptionnalisme américain de toutes les fibres de mon être », a déclaré Obama, faisant écho aux déclarations ultranationalistes des années 1930. Comme l'historien Alfred W. McCoy l'a souligné, c'est un homme dévoué à Hitler, Carl Schmitt, qui dit un jour : « Le souverain est celui qui décide de l'exception ». Cela résume tout à fait l'américanisme, l'idéologie qui domine le monde actuel.

Qu'elle ne soit pas reconnue comme une idéologie prédatrice est le résultat d'un lavage de cerveau, lui-même non reconnu. Insidieux, caché, finement présenté comme un éclairage universel, son totalitarisme inonde la culture occidentale. J'ai moi-même grandi dans un environnement cinématographique à la gloire de l'Amérique, qui était presque toujours une déformation de la réalité. Je n'avais aucune connaissance du fait que l'Armée rouge avait détruit quasiment toute la machine de guerre nazie, au prix de la vie de 13 millions de ses soldats. Par comparaison, les pertes américaines, incluant celles du Pacifique, furent de 400 000 hommes. Hollywood avait inversé les faits.

La différence, de nos jours, tient à ce que le public des salles obscures est invité à s'accrocher au fauteuil sur la tragédie de psychopathes américains devant tuer des gens partout dans le monde – comme le fait le président des États-Unis lui-même. Symbole de la violence hollywoodienne, l'acteur et réalisateur Clint Eastwood, fut nommé pour un Oscar cette année pour son film *American Sniper*, film qui raconte l'histoire d'un assassin légal fou furieux. Selon le *New York Times*, « patriotique et pour toute la famille, ce film a battu tous les records d'audience dans ses premiers jours ».

Il n'existe pas de film épique sur les flirts de l'Amérique avec le fascisme. Durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Amérique (et la Grande-Bretagne) entrèrent en guerre contre la Grèce qui venait de se battre héroïquement contre le nazisme et résistait à l'avènement d'un fascisme grec. En 1967, la CIA aida une junte militaire fasciste à prendre le pouvoir à Athènes, comme elle le fit au Brésil et dans la plupart des pays d'Amérique latine. Les Allemands et les Européens de l'Est qui avaient collaboré avec les nazis et leurs crimes contre l'humanité reçurent l'asile aux États-Unis. Beaucoup furent bien soignés et leurs talents récompensés. Wernher von Braun, par exemple, fut à la fois le père de la fusée nazie V2 et du programme spatial des États Unis.

Dans les années 1990, alors que les anciennes républiques soviétiques, l'Europe de l'Est et les Balkans, devenaient des avant-postes militaires de l'Otan, on a donné leur chance aux héritiers du mouvement nazi ukrainien. Responsable de la mort de milliers de juifs, Polonais et Russes durant l'invasion de l'Union soviétique par les nazis, le mouvement fasciste ukrainien fut réhabilité et cette nouvelle vague considérée comme nationaliste par ceux qui gouvernent.

Cette vague a atteint son apogée quand l'administration Obama a misé 5 milliards de dollars sur un coup d'État contre le gouvernement élu en place. Les troupes de choc étaient formées de néo-nazis du Secteur Droit et de Svoboda. Parmi leurs dirigeants on retrouve Oleh Tyahnybok, qui a appelé à la purge de la mafia juive et moscovite et autres merdes telles que les homosexuels, les féministes et les gauchistes.

Ces fascistes font maintenant partie du gouvernement ukrainien issu du coup d'État. Le rapporteur de l'assemblée nationale ukrainienne, Andriy Parubiy, un dirigeant du parti au pouvoir, est aussi un co-fondateur de Svoboda. Le 14 février, Parubiy annonça qu'il partait pour Washington afin d'obtenir que « les États-Unis nous fournissent des armes de précision ». S'il y arrive, cela sera considéré comme un acte de guerre par la Russie.

Aucun dirigeant occidental ne s'est insurgé contre cette renaissance du fascisme en plein cœur de l'Europe, à l'exception de Vladimir Poutine dont le peuple a perdu 22 millions de personnes dans l'invasion nazie qui arriva à travers les frontières de l'Ukraine. A la dernière Conférence sur la sécurité de Munich, l'assistante d'Obama pour les affaires européennes et eurasiennes, Victoria Nuland, a critiqué les dirigeants européens qui s'opposent à ce que les États-Unis arment le régime de Kiev. Elle a fait référence au ministre allemand de la défense en le traitant de « ministre du défaitisme ». C'est Nuland qui avait organisé le coup d'État à Kiev. Elle est la femme de Robert D. Kagan, une figure du mouvement néo-conservateur et cofondateur de l'association d'extrême-droite Project for a New American Century (Projet pour un nouveau siècle américain). Elle a aussi été conseillère en politique étrangère de Dick Cheney.



Le feu à la Maison des Syndicats à Odessa. (RIA Novosti/Maxim Voitenko)

Le coup d'État de Nuland ne s'est pas totalement déroulé comme prévu. L'Otan n'a pas pu s'emparer de l'historique et légitime base navale russe en Crimée. La population de Crimée, en grande majorité d'origine russe – qui fut illégalement annexée à l'Ukraine par Nikita Kroutchev en 1954 – a largement voté pour son rattachement à la Russie, comme elle l'avait fait dans les années 1990. Le référendum fut non imposé, populaire et sous observation internationale. Il n'y a pas eu d'invasion.

Dans le même temps, le régime de Kiev s'en est pris à la population d'origine russe dans l'est du pays avec la férocité d'un nettoyage ethnique. Tout en déployant des milices néo-nazies dans le style de la Waffen SS, ils ont assiégé et bombardé villes et villages. Ils ont affamé les populations, coupé l'électricité, gelé les comptes en banque, arrêté le versement des prestations sociales et des retraites. Plus d'un million de personnes ont traversé la frontière pour se réfugier en Russie. Réfugiés décrits dans les médias occidentaux comme des gens fuyant les violences causées par l'invasion russe. Le commandant de l'Otan, le général Breedlove, dont le nom et les actes pourraient avoir été inspirés par le Dr Strangelove [Dr Folamour, NdT] de Stanley Kubrick, annonça que 40 000 soldats russes se rassemblaient aux frontières. A l'âge des photos satellites, il n'en a trouvé aucune pour prouver ses affirmations.

Le peuple d'Ukraine de langue russe et bilingue, un tiers de la population, a longtemps cherché à créer une fédération qui puisse refléter la diversité ethnique du pays et qui soit autonome et indépendante de Moscou. La plupart ne sont pas des séparatistes, ils veulent simplement vivre en sécurité dans leur pays et s'opposent à la prise de pouvoir qui a eu lieu à Kiev. Leur révolte et la création de républiques autonomes sont venues en réaction aux attaques de Kiev. On l'a très peu expliqué au public occidental.

En mai 2014 à Odessa, 41 personnes d'origine russe furent brûlées vives au siège social des syndicats sous les regards de la police. Le dirigeant de Secteur Droit Dmytro Yarosh a considéré ce massacre comme encore un grand jour dans l'histoire de notre pays. Dans les médias britanniques et américains cela fut reporté comme une tragédie opaque résultant de bagarres entre nationalistes (les néo nazis) et séparatistes (les gens récoltant des signatures pour un référendum sur une Ukraine fédérale).

Le New York Times a enterré l'affaire en traitant de propagande russe les avertissements sur la politique fasciste et antisémite des nouveaux clients de Washington. Le Wall Street Journal a condamné les victimes avec cet entête : « L'incendie mortel a été apparemment initié par les rebelles », dit le gouvernement. Obama a félicité la junte ukrainienne pour sa retenue.

Si Poutine était tombé dans le piège de venir défendre les rebelles, son statut de paria dans le monde occidental aurait justifié le mensonge d'une Russie envahissant l'Ukraine. Le 29 janvier, le général Viktor Muzhenko, haut

commandant des armées ukrainiennes a, presque par inadvertance, rejeté la base même des sanctions occidentales quand il déclara de manière emphatique au cours d'une conférence de presse : « L'armée ukrainienne ne combat pas contre les troupes régulières russes », mais contre des « citoyens ordinaires », membres de « groupes armés illégaux » ; il n'y avait plus d'invasion russe. Vadym Prystaiko, adjoint au ministre de la Défense, a lui, appelé à la guerre totale contre la Russie, une puissance nucléaire.

Le 21 février, le sénateur américain James Inhofe, un républicain de l'Oklahoma, a introduit un arrêté parlementaire pour autoriser l'exportation d'armes américaines vers Kiev. Au cours de sa présentation au Sénat, Inhofe a utilisé des photos qu'il a présentées comme des preuves de troupes russes franchissant la frontière ukrainienne, photos qui ont depuis été démasquées comme des faux. Cela m'a rappelé les fausses photos de Ronald Reagan d'une installation soviétique au Nicaragua et les fausses preuves de Colin Powell sur les armes de destruction massive en Irak.

L'intensité de la campagne de dénigrement contre la Russie et la présentation de son président comme un méchant de foire ne ressemble à rien de ce que j'ai pu voir au cours de ma vie de journaliste. Robert Parry, un des journalistes d'investigation américain les plus réputés, qui a révélé le scandale Iran-Contra, a écrit récemment : « Aucun gouvernement occidental, depuis l'Allemagne hitlérienne, n'avait osé envoyer des troupes de choc nazies contre sa propre population, mais le régime de Kiev l'a fait et en toute conscience. Pourtant, le monde politico-médiatique a fait tout ce qu'il a pu pour cacher cette réalité, allant jusqu'à ignorer des faits clairement établis... Si vous vous demandez comment le monde pourrait tomber dans une troisième guerre mondiale – comme cela s'est passé pour la première il y a un siècle – tout ce que vous avez à faire est de regarder la folie en ce qui concerne l'Ukraine, folie qui se montre imperméable aux faits ou à la raison. »



Procès de Nuremberg. Les dirigeants nazis 1945-1946. (1er rang, g. à d.) Göring, Rudolf Heß, von Ribbentrop, Keitel (2ème rang, g. à d.) Dönitz, Raeder, von Schirach, Sauckel (Image de Wikipedia)

En 1946, le procureur du tribunal de Nuremberg a déclaré aux journaux allemands : « L'utilisation par les conspirateurs nazis de la guerre psychologique est bien connue. Avant chaque attaque majeure, à l'exception de celles reposant sur la rapidité d'action, ils démarraient une campagne de presse destinée à abaisser leurs victimes et à préparer psychologiquement le peuple allemand à l'attaque... Dans le système de propagande de l'État hitlérien, les armes les plus importantes furent la presse quotidienne et la radio. »

Dans le Guardian du 2 février, Timothy Garton-Ash a demandé, en mots clairs, une guerre mondiale. « Poutine

doit être empêché, dit le titre. Et parfois seuls les armes peuvent arrêter les armes. » Il concéda que la menace d'une guerre puisse nourrir la paranoïa russe de l'encerclement, mais que cela n'était pas grave. Il fit la liste de l'équipement militaire nécessaire pour le boulot et conseilla ses lecteurs en affirmant que l'Amérique avait le meilleur équipement.

En 2003, le même Garton-Ash, alors professeur à Oxford, répéta la propagande qui entraîna le massacre en Irak. Saddam Hussein, écrivait-il, « a, comme l'a montré Colin Powell, accumulé de grandes quantités d'armes chimiques et biologiques et cache ce qui lui reste. Il est toujours en train d'acquérir des armes nucléaires ». Il loua Blair comme un « Gladstonien, un chrétien libéral interventionniste ». En 2006, il écrivit : « Maintenant nous faisons face au prochain grand défi occidental après l'Irak : l'Iran »

Ces proclamations – ou comme Garton-Ash préfère le dire, son ambivalence libérale torturée – sont assez courantes chez ceux qui, dans l'élite libérale transatlantique, ont signé un pacte faustien. Le criminel de guerre qu'est Tony Blair est leur idole déchu. Le Guardian, journal dans lequel le texte de Garton-Ash fut publié a mis en page une publicité pour un avion de chasse furtif américain. Sous l'image menaçante de ce monstre créé par Lockheed Martin s'étalaient les mots : « Le F35. Grand pour la Grande Bretagne ». Ce matériel [qui ne vole toujours pas, NdT] américain coûtera aux contribuables britanniques 1,3 milliards de livres, les modèles précédents ayant déjà fait des massacres à travers le monde. En parfait accord avec son annonceur, l'éditorial du Guardian a plaidé pour une augmentation des dépenses militaires.

La encore, cela suit un objectif sérieux. Les maîtres du monde ne veulent pas seulement que l'Ukraine soit une base de missiles, ils veulent son économie. La nouvelle ministre des finances de Kiev, Nataliwe Jaresko, est une Américaine, ancienne fonctionnaire du Département d'État américain en charge des investissements à l'étranger. On lui a octroyé la nationalité ukrainienne en toute hâte.

Ils veulent l'Ukraine pour son gaz abondant. Le fils du vice-président Joe Biden est entré au conseil d'administration de la plus grosse compagnie pétrolière d'Ukraine. Les fabricants de graines génétiquement modifiées, comme le tristement célèbre Monsanto, veulent les riches terres cultivables de l'Ukraine.

Mais par dessus tout, ils veulent le puissant voisin de l'Ukraine, la Russie. Ils veulent balkaniser et démembrer la Russie pour exploiter la plus grande source de gaz naturel sur terre. Alors que l'Arctique fond, ils veulent contrôler l'océan Arctique et ses richesses énergétiques, tout comme les terres russes qui le longent. Leur homme à Moscou fut Boris Eltsine, un alcoolique, qui livra l'économie de son pays à l'Occident. Son successeur, Poutine, a rétabli la souveraineté russe. Tel est son crime.

Notre responsabilité ici est donc claire. Elle repose sur l'identification et la mise à nu des mensonges permanents des va-t-en guerre et à ne jamais collaborer avec eux. Elle est dans le réveil des grands mouvements populaires qui ont conduit une civilisation fragile vers des États modernes. Et, plus que tout, elle réside dans notre habileté à empêcher qu'ils ne nous écrasent. Si nous restons silencieux, leur victoire sur nous est assurée et l'holocauste est proche.

John Pilger

John Pilger, est un journaliste basé à Londres, il est aussi cinéaste et auteur. Il anime le site [www.johnpilger.com](http://www.johnpilger.com).

Traduit par Wayan, relu par jj et par Diane pour le [Saker Francophone](#)

»» <http://johnpilger.com/articles/why-the-rise-of-fascism-is-again-the-issue>